

Les négociateurs rêvent de fonctionnaires à la solde de ses ministres

L'information a été lancée dans les dernières éditions du *Tijd* et de *l'Echo*. Il ne s'agit pas encore d'une décision ferme. Mais d'une piste qualifiée de très « sérieuse » mardi par les négociateurs qui avouent l'étudier pour en fixer les modalités futures. Une piste qui a tous les contours d'une petite révolution du secteur public.

1 De quoi s'agit-il ? A l'image du modèle américain (lire ci-contre), les négociateurs de la coalition suédoise rêvent de permettre à leurs futurs ministres de choisir eux-mêmes leurs hauts fonctionnaires.

Du jamais vu en Belgique ! Qu'un nouveau gouvernement lotisse son administration avec des affidés de chaque parti qui le compose, ce serait une petite révolution. Et un virage à 180° par rapport à la dernière révolution copernicienne de l'administration fédérale, le grand œuvre du gouvernement arc-en-ciel Verhofstadt I^{er} du début du siècle mis en place par Luc Van den Bossche.

La majorité de l'époque avait promis de placer le citoyen au centre de l'action publique. De transformer l'assujéti en client-roi. De signer un pacte de dépolitisation de la fonction publique. D'organiser des épreuves de sélection – les assessments – pour les futurs managers nommés pour un mandat de six ans. D'ouvrir certains postes clés de la Fonction publique au secteur privé pour attirer des professionnels du management en lieu et place des anciens secrétaires généraux. Et de supprimer les cabinets politiques. Un peu plus de dix ans plus tard, le bilan est calamiteux. Notre administration reste politisée, les cabinets sont toujours vivants, les dés des examens de sélection des top managers sont pipés, chaque nomination est politique et l'appel à des bureaux de consultance privés a coûté une fortune à l'Etat.

2 Quel est l'objectif ? Ne tournons pas autour du pot. Débarrassés des socialistes, les quatre partenaires de la suédoise n'ont aucune intention de les

croiser au top de l'administration. Or, celle-ci est peuplée – surpeuplée, persifle-t-on à la table des négociateurs – de hauts fonctionnaires estampillés à gauche. Et les prochains membres de la coalition craignent comme la peste le sentiment de vengeance dont pourraient être animés les fans du parti à la rose. Ils n'ont aucune intention de voir leurs nouvelles mesures politiques freinées, voire combattues dans les dédales de l'administration.

La mesure est soutenue par l'ensemble des partis mais surtout portée par la N-VA. On peut comprendre les nationalistes flamands : débarquant pour la première fois dans un gouvernement fédéral, ils ne disposent d'aucun relais au sommet de la Fonction publique.

3 Quand et comment appliquer une telle mesure ? Il ne sera pas simple de renouveler le top de l'administration à chaque nouveau gouvernement.

D'autant plus que les top managers (les N et les N-1) sont engagés dans un contrat d'une durée de six ans dont le terme ne coïncide pas avec le début d'une nouvelle législature. Ces grands commis de l'Etat sont bien sûr soumis à des évaluations annuelles. Mais les négociateurs rassurent : ils n'ont aucune intention de changer les règles du jeu en cours de partie.

Les architectes du prochain gouvernement envisagent une autre piste. Ils songent plutôt à identifier une demi-douzaine de grands responsables publics, quelques personnalités qui occuperont des fonctions cardinales et dont les opinions politiques seront en phase avec leurs futurs dirigeants fédéraux.

La Fonction publique actuelle est composée de treize services publics fédéraux (SPF) dits verticaux et quatre SPF dits horizontaux. Parallèlement à la réforme envisagée, la suédoise souhaite aussi moderniser la Fonction publique. Notamment en diminuant le nombre de SPF, en créant une poignée de coupoles dans lesquelles ils seraient relégués. Coupole à la tête desquelles officierait une sorte de super top-mana-

ger choisi par le ministre compétent. Autre réforme sur la table : l'amaigrissement des cabinets ministériels. Mais la véritable révolution envisagée serait bien sûr de faire gravir le sommet de l'administration aux seuls hauts fonctionnaires à la solde des futurs ministres de la coalition. Elle aurait sans doute l'avantage de la clarté : comme le soulignent certains négociateurs, une administration dite dépolitisée n'est pas nécessairement la plus efficace. On ajoutera que, jusqu'ici, la dépolitisation promise a toujours été un leurre. Le débat sur la politisation de la Fonction publique risque d'être relancé par les grands commis de l'Etat, jaloux de leur autonomie par rapport au politique et souvent peu enclins à se voir relégués au rang de simples exécutants ou de figurants à la botte de leur ministre. ■

DIRK VANOVERBEKE

L'EXEMPLE AMÉRICAIN

Le « spoil system »

Les Etats-Unis pratiquent le « spoil system » – traduisez le « système des dépouilles » – où le parti qui remporte les élections livre à ses partisans les emplois de fonctionnaires au sein du futur gouvernement. Ce système – qui s'oppose à celui « du mérite » – a été mis en place par le démocrate Andrew Jackson après sa victoire en 1828. Ce défenseur des intérêts des fermiers voulait fermer la porte de l'administration aux industriels et à la bourgeoisie de Nouvelle-Angleterre. Mais le système va multiplier les dérives, menant l'administration américaine à l'incompétence et à la corruption. Les postes attribués deviennent des sources de bénéfices pour leurs titulaires. Aujourd'hui, le président désigne certains fonctionnaires avec l'accord et le consentement du Sénat. Les postes des 8000 fonctionnaires restants sont attribués après consultation d'une série de groupes d'intérêts.

TROIS QUESTIONS A...

Michel Jadot :

« La mainmise du politique sur l'administration »

Chef de cabinet des ministres des Pensions et des Affaires sociales, patron du SPF Emploi pendant plus de dix ans et actuel président des Mutualités socialistes, Michel Jadot rappelle que la nomination des grands commis de l'Etat par leur

ministre de tutelle est une vieille idée. Et une mauvaise idée.

Pourquoi ?

Changer les dirigeants des parastatux et des administrations à chaque scrutin, en fonction de la composition du gouvernement : ce système a été mis en place dans les pays de l'Est, par exemple. Où même les magistrats sont remplacés. Ils en sont revenus.

C'est d'autant plus impraticable chez eux que la durée de leur gouvernement est souvent très brève et que remplacer en un tour de main l'ensemble des hauts fonctionnaires par d'autres, à la solde du gouvernement, ce n'est pas une mince affaire.

Est-ce transposable chez nous ?

Deux principes régissent les organismes publics. Primo, l'exécution

loyale et correcte des tâches confiées par l'exécutif et votées par le pouvoir législatif. Les fonctionnaires ne s'érigent ni en législateurs ni en ministres. D'ailleurs, ils sont périodiquement évalués par leur ministre de tutelle. Secundo, la continuité des services publics. Lorsqu'un top-mana-

ger cède sa place à un autre, après une législature, cette continuité n'existe plus. De plus, l'administration a un devoir d'initiative, de suggestion et de contrôle, quel que soit le gouvernement en présence.

La réforme Copernic ambitionnait de dépolitiser l'administration ?

C'est un changement de cap à 180°. Ici, on veut nommer des hauts fonctionnaires à la solde des ministres pour renforcer le poids des politiques sur l'administration. Au mépris des principes de continuité et d'indépendance de l'administration.

PROPOS RECUEILLIS PAR D.V.